



NON A L'ABSURDITÉ ADMINISTRATIVE

**MOINS DE DÉMARCHES,
PLUS DE DROITS**



RÉALITÉS REVENDICATIONS



brussels
platform armoede

WWW.1710.BE

**RENDRE
VISIBLE
L'INVISIBLE**



**MOINS DE DÉMARCHES,
PLUS DE DROITS !**

**NON À L'ABSURDITÉ
ADMINISTRATIVE.**

Cette année, Rendre Visible l'Invisible* a décidé de s'attaquer au fléau de la surcharge administrative, c'est-à-dire l'ensemble des démarches qui rendent l'accès aux droits fondamentaux des personnes (particulièrement les plus précaires) très compliqué voire impossible. Le collectif réclame moins de démarches et plus de droits !

Cette absurdité administrative est violente et plonge les personnes dans des situations gravissimes qui renforcent leur fragilité. Parce qu'elles n'ont pas les papiers, ou qu'elles sont bloquées dans leurs démarches, ces personnes n'existent pas aux yeux de la société et sont privées de leur dignité.

Nous dénonçons un manque de volonté politique pour assurer un accès aux droits à l'ensemble de la population et particulièrement aux plus précaires.

Nous nous inquiétons des choix politiques actuels qui prônent la « simplification administrative » (notamment par la numérisation généralisée des services).

Cela a comme conséquence une réduction voire une disparition de certains droits fondamentaux.

Cette année, nous nous mobilisons encore pour visibiliser ces injustices quotidiennes traversant tous les domaines essentiels, du logement à la santé en passant par la scolarité, l'alimentation, le bien être...

**NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR RENDRE
VISIBLE L'INVISIBLE ET AUGMENTER L'IMPACT
DE NOTRE COMBAT.**

* Rendre Visible l'Invisible est un collectif d'associations, de citoyens engagés et de personnes vivant la précarité, sans affiliation à un parti politique, qui prennent la parole et se mobilisent autour du 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Nous luttons pour une société qui ne laisse personne derrière, où l'avis et le vécu des personnes vivant des situations de précarité sont pris en considération.

L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT

RÉALITÉ

L'éducation est inscrite comme droit humain fondamental dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et l'accès gratuit à cet enseignement a été inscrit dans la Constitution belge.

Or, l'enseignement est loin d'être gratuit : Pour l'année scolaire 2021-2022, la rentrée a coûté, par enfant, aux parents environ 255 € en primaire et 428 € en secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'enseignement qualifiant est le plus onéreux, avec des montants qui s'élèvent en moyenne à 627€ pour l'enseignement secondaire technique de qualification et 689€ pour le professionnel (Ligue des Familles, 2022). En Flandre, dans l'enseignement communautaire, le montant total des factures scolaires impayées s'élève à 11 millions d'euros (GO, 2023).

Les enfants issus de familles socialement et économiquement défavorisées et les enfants issus de l'immigration font face à des obstacles qui entravent leur accès à une éducation de qualité, comme les frais de scolarité et la discrimination de la part des autres élèves et des enseignants, ce qui se traduit par des résultats scolaires insuffisants, une surreprésentation dans les cursus techniques et professionnels et dans l'enseignement spécialisé, des abandons scolaires, des exclusions et la sortie du système scolaire sans diplôme (Comité des droits de l'enfant, 2019, Unia, 2018).

Tant l'enseignement flamand que francophone figurent dans le top cinq des systèmes éducatifs les plus inégalitaires de l'OCDE : la Flandre se classe deuxième, la communauté francophone quatrième (OCDE, 2018 ; APED, 2020).

REVENDICATIONS

- **Faire de l'éducation gratuite, inclusive et de qualité un levier pour briser les mécanismes d'inégalités scolaires.** Étudier les causes de la surreprésentation des enfants les plus défavorisés, dès le plus jeune âge, dans l'enseignement spécialisé, technique et professionnel.
- **Améliorer les conditions de travail des enseignants.**
 - Limiter le nombre d'élèves par classe et/ou assurer la présence de deux enseignants par classe, et réduire la charge de travail administratif.
 - Fournir davantage de moyens aux écoles qui concentrent les enfants issus de familles précarisées.
- **Élaborer des mesures pour remédier à ce phénomène de relégation en concertation avec des experts, des familles ainsi que les enfants et les jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.** Interdire et sanctionner toute pratique d'établissement qui oriente un enfant pour motif socio-économique et/ou culturel.
- **Définir un échéancier clair,** planifié par décret, pour arriver à la gratuité totale de l'enseignement maternel, primaire et secondaire. Dans l'intervalle, plafonner le montant maximum des frais scolaires dans tous les types d'enseignement.



L'ACCÈS LIBRE AU TERRITOIRE BELGE

RÉALITÉ

La liberté de circulation est une liberté pour tout individu de se déplacer librement dans un pays, de quitter celui-ci et d'y revenir. Elle est garantie par l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme depuis 1948.

Or la Belgique a déjà été condamnée plus de 8000 fois pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeur·euse·s d'asile.

Il existe aujourd'hui en Belgique de nombreux centres de détention administrative pour adultes et familles avec enfants mineur·e·s. Entre 6000 et 8500 personnes sont détenues chaque année en vue de leur expulsion vers leur pays d'origine ou de transit. Le gouvernement continue de vouloir augmenter la capacité et le nombre de centres de détention administrative d'ici 2027.

Pourtant, le principe même de la détention des personnes migrantes n'est pas acceptable. La politique de détention stigmatise les personnes détenues et

alimente les peurs et les préjugés au sein de la population. Or, le fait de (sur)vivre sans titre de séjour dans une situation désespérée n'est jamais un choix. De plus, cette politique a un coût humain et financier démesuré. Les frais d'une journée en détention sont évalués à 237€ par personne en 2023. (CIRE)

Depuis plusieurs années, la législation et les réglementations restreignent de plus en plus l'accès au territoire et les conditions d'autorisation de séjour des personnes étrangères, qu'elles soient demandeuses d'asile, réfugiées, travaillant sous contrat, venant dans le cadre du regroupement familial, d'études, d'une visite, ressortissantes de pays tiers à l'UE ou citoyennes européennes. Les autorités justifient ces restrictions par la nécessité de lutter contre les « abus ». Cette politique fait non seulement ignoblement augmenter les morts aux frontières, mais elle plonge également dans la précarité administrative et sociale d'innombrables personnes qui résident ou séjournent légalement en Belgique.



REVENDICATIONS

- **Prévoir d'autres voies légales adaptées aux réalités sociales.** Prévoir également des procédures de séjour qualitatives pour les personnes qui se trouvent déjà en Belgique. Établir des conditions claires concernant la procédure de régularisation qui constitue également une véritable solution pour les personnes en séjour irrégulier.
- **Offrir des procédures d'asile et un accueil de qualité** afin que les personnes déplacées puissent se remettre de leurs traumatismes et introduire leurs demandes en toute connaissance de cause et de manière humaine.
- **Veiller à ce que les personnes en séjour irrégulier puissent déposer plainte en toute sécurité** si elles sont victimes de propriétaires de taudis, de violences (sexuelles), d'un employeur abusif... afin qu'elles ne risquent jamais d'être enfermées dans un centre fermé.
- **Veiller à ce que les personnes concernées puissent participer elles-mêmes à la politique.** Les personnes en séjour irrégulier s'unissent depuis des années au sein de collectifs qui luttent pour leurs droits. Valorisez leur expertise et veillez à ce qu'elles soient impliquées dans une nouvelle politique migratoire.

L'ACCÈS AU LOGEMENT

RÉALITÉ

En 2024, la majorité des décideur·euse·s disent considérer le logement comme une priorité. Sur le terrain, nous constatons que l'accès à un logement décent, tel que le prescrit l'article 23 de la Constitution, n'est toujours pas la norme tant le parcours pour se loger décevant est une succession d'absurdités :

- L'augmentation des loyers sans aucune régulation raisonnée et en rapport avec les moyens des habitant·e·s impacte une part de plus en plus grande de la population. La part consacrée par un ménage à son logement est importante ($\pm 43\%$ pour les plus précaires).
- Les expulsions domiciliaires sans solution de relogement ne font qu'aggraver la situation des occupant·e·s et représentent un coût conséquent à la collectivité.
- Les mauvaises conditions d'accès aux logements déroulent le tapis rouge à un marché locatif précaire mis en place par des bailleur·euse·s peu scrupuleux·euse·s de l'état des logements. Les occupant·e·s se taisent de peur de perdre leur toit, aussi indigne soit-il.
- Une grande part des habitant·e·s de la Région entre dans les critères d'attribution des logements sociaux. Pourtant, ces derniers sont largement insuffisants pour répondre à la demande. Les listes d'attente sont énormes et les délais sont absurdes : 20 ans pour certains !
- Le mécanisme actuel de taxation des loyers ne tient pas compte du décalage entre la valeur cadastrale et la réalité du bien.
- L'ouverture des compteurs, les transferts des énergies, la domiciliation et autres démarches représentent pour certaines personnes un véritable labyrinthe.
- L'idéal de la propriété privée est promu par le système politique depuis plus de



50 ans. Il favorise le droit à la propriété par rapport au droit à avoir un toit. Beaucoup sont trop pauvres pour espérer accéder à la propriété. Cela ne fait qu'encourager la spéculation et empêche tout débat sur la régulation du marché locatif.

- Donner des primes à la rénovation à des propriétaires bailleur·euse·s qui vont augmenter leurs loyers après rénovation est absurde car Rénolution n'est pas une mesure économique mais bien environnementale.

REVENDICATIONS

- Assurer un accès à un logement digne et à un coût abordable avant le droit à la propriété.
- Ne plus faire porter aux locataires la charge de la dénonciation des mauvais logements mis en location.
- Empêcher toute expulsion domiciliaire en l'absence d'une solution de relogement.
- Abolir le statut de cohabitant car il est détaché de la réalité.
- Encadrer les loyers au moyen d'une grille des loyers contraignante.
- Sortir le logement de la commercialisation.
- Taxer les revenus locatifs réels et la plus-value immobilière.
- Renforcer la lutte contre la discrimination sur le marché locatif privé.

L'ACCÈS A L'ALIMENTATION

RÉALITÉ

Le droit à l'alimentation a été consacré dans l'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). En 1966, avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), les Etats dont la Belgique s'engagent à respecter et garantir l'accès à une alimentation adéquate, à protéger cet accès par des mesures garantissant que des entreprises ou des particuliers ne privent pas des individus de cet accès, à prendre les devants de manière à renforcer l'accès de la population aux ressources et aux moyens d'assurer sa subsistance.

Grâce à cette approche, la lutte contre la faim n'est plus une question de « charité », mais une question de droits pour les citoyen·e·s et de devoirs pour les États. Or, à ce jour, de nombreuses absurdités empêchent les personnes d'accéder à ce droit fondamental.

Le budget réservé à l'alimentation est souvent la variable d'ajustement d'une personne vivant une situation de précarité. Dans ce contexte, le recours à l'aide alimentaire est en hausse constante : il est même devenu structurel, sans satisfaire le droit à l'alimentation.

Le nombre de personnes qui ont recours à l'aide alimentaire est désormais estimé à 600 000 à travers le pays, dont 90 000 dans la capitale (FIAN). Les banques alimentaires tirent aussi la sonnette d'alarme, elles sont surchargées et ne sont plus en mesure de faire face aux demandes ce qui entraîne un conditionnement de l'aide de plus en plus drastique, mettant en concurrence les besoins des plus fragilisés devant prouver leur état de besoin.

A côté de la faim, il y a la malnutrition. Elle touche davantage les populations défavorisées. Mais c'est avant tout un problème général : la moitié de la population est en surpoids. Plus de 16% est en situation d'obésité. Sciensano a



montré qu'il est environ deux fois plus cher de construire un régime alimentaire équilibré que de se contenter du minimum calorifique nécessaire.

Le tableau n'est pas plus brillant du côté de la production. Les revenus des agriculteur·ice·s sont en chute libre. Aujourd'hui, leur revenu est environ 44% moindre que celui de la moyenne des travailleurs. La paysannerie a été remplacée par de grandes exploitations agricoles orientées vers des filières internationalisées, standardisées et contrôlées par une poignée d'acteurs économiques. Ces multinationales génèrent, scandaleusement, des bénéfices en milliards d'euros, pendant que la population et la planète tombent malades.

Loin de se limiter à la question de l'accès à une alimentation suffisante, la malnutrition et les problèmes de santé qui en découlent touchent donc la moitié de la population belge.

En cause, l'industrialisation de l'alimentation et un système agro-alimentaire low-cost qui favorisent les grandes exploitations agricoles, peu importe leur impact social et environnemental et mettent à mal une agriculture paysanne locale et respectueuse de l'environnement.

REVENDICATIONS

- La création d'un système de sécurité alimentaire comme droit universel et automatique.
- La protection des terres agricoles face aux multinationales et l'artificialisation des terrains.
- Le soutien à la transition agro écologique et aux agriculteur·ice·s.

L'ACCÈS A LA SANTÉ

RÉALITÉ

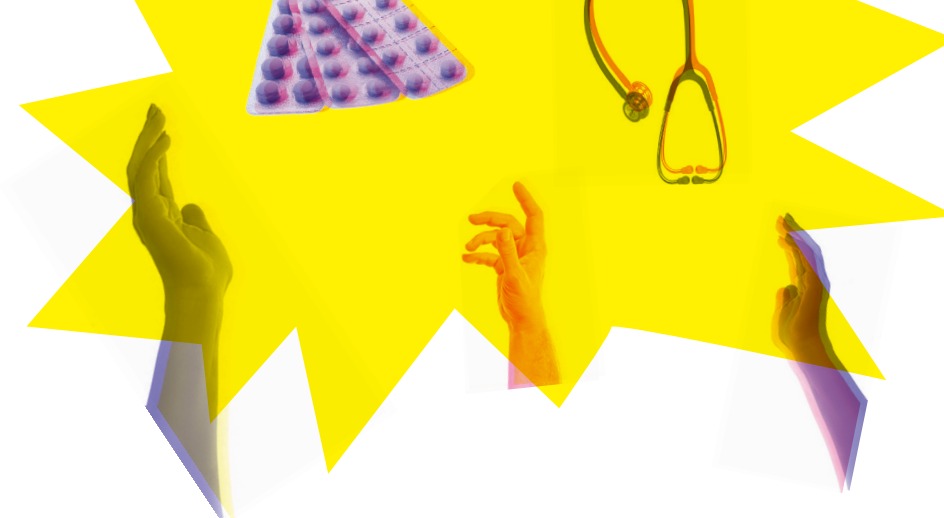
Le droit à la santé doit permettre l'accès à des soins de qualité à un coût abordable (OMS). L'article 23 de la Constitution belge stipule que « chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ». À cette fin, la Constitution garantit notamment : le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique.

Pourtant, force est de constater que ce principe fondamental est de moins en moins respecté. La faute au néolibéralisme, à l'austérité, au tout-au-profit. La faute à la mainmise des préceptes économiques sur les décisions politiques au détriment des populations, du bien commun et donc de la santé... Cette dernière est aujourd'hui soumise aux règles de la marchandisation qui a été imposée à tous les secteurs de la santé : en ambulatoire et au niveau des hôpitaux, au travers de l'explosion des suppléments d'honoraires mais aussi au niveau du prix des médicaments et du coût en maison de repos.

Alors que les résultats des réformes passées commencent à devenir visibles et que l'accessibilité des soins psychologiques s'est améliorée, les résultats des indicateurs touchant aux soins de santé mentale restent globalement médiocres selon le rapport de 2024 sur les performances du système de santé belge. En filigrane de ce rapport, on peut lire la rigidité des protocoles, l'absence de communication entre services, la multiplication des démarches pour les patient·e·s... Autant de problématiques qui poussent les patient·e·s dans un dédale administratif et donc vers une mauvaise prise en charge de leur pathologie.

Dans un autre rapport rédigé en 2022 par le SPF Intégration sociale sur l'aide médicale entre 2005 et 2020, on apprend que les chiffres d'octroi ne font que baisser depuis 2014.

Ces dernières années, nous sommes confrontés à de multiples refus de prise en charge de l'aide médicale urgente. Comme motif, nous avons pu entendre



le manque de justificatif administratif des personnes devant en bénéficier ou la nécessité d'une attestation médicale. Or, ces personnes sont par définition en situation complexe car souvent non reconnues par l'Etat belge.

Dans un rapport de 2020, l'European Social Observatory (OSE) donne trois conclusions :

- L'accès financier aux soins de santé se détériore pour les personnes vulnérables.
- Le système belge, complexe, constitue un frein supplémentaire non négligeable pour l'accès aux soins de santé.
- La numérisation progressive des services sociaux, administratifs et de santé, rend cette complexité plus lourde.

REVENDICTIONS

- **Un accès aux soins de santé physique et mentale pour toutes et tous.**
- **Une revalorisation du secteur pour faire face aux pénuries qui mettent les professionnel·le·s sous pression et nuisent à la prise en charge des patient·e·s.**
- **Une simplification du système d'accès aux soins en le rendant plus inclusif pour les personnes en dehors du cadre de l'assurance soins de santé.**
- **Une diminution de la charge financière des patient·e·s telle que la rémunération à l'acte des prestataires de soins de santé en lien avec l'avance des frais remboursables.**

L'ACCÈS AUX DROITS

RÉALITÉ

La dématérialisation des services publics et d'intérêt général rend plus difficile l'accès aux droits. Obtenir un document administratif, s'inscrire comme demandeur·euse d'emploi, accéder à son compte bancaire, prendre un rendez-vous médical... de plus en plus de démarches se font désormais en ligne et nécessitent une maîtrise de l'écrit et des technologies numériques.

Une étude de la Fondation Roi Baudouin (2022) montre que 25% des ménages bruxellois les plus pauvres n'ont pas de connexion internet ; 40% des ménages belges les plus pauvres ne peuvent pas résoudre eux-mêmes des questions ou

des problèmes liés à l'utilisation d'un ordinateur/smartphone ; 50% des Belges les plus pauvres n'utilisent pas l'e-administration ; 74% des Belges les plus pauvres n'utilisent pas l'e-santé.

En parlant de choc de simplification, le gouvernement à venir nous fait miroiter un allègement des démarches grâce au numérique. Ne nous méprenons pas il s'agit bien ici de faire des économies et non de favoriser l'accès aux droits fondamentaux des plus précaires.

REVENDICATIONS

- **Simplifier, individualiser et automatiser les droits.** Pour s'assurer que les personnes ayant droit à une aide en bénéficient dans les faits, il est important d'assouplir les critères, de simplifier les démarches administratives et d'automatiser les droits en étant proactif. L'individualisation des droits et la suppression du statut de cohabitant sont aujourd'hui une nécessité pour récupérer des droits fondamentaux, diminuer les inégalités hommes-femmes et créer un levier efficace face au mal-logement.
- **Garantir des services publics et d'intérêt général accessibles et de qualité.** Les services essentiels doivent obligatoirement rester accessibles d'humain à humain grâce à un accès physique sans rendez-vous et sans coût supplémentaire où des personnes compétentes et correctement payées peuvent accueillir les habitant·e·s. Toutes

les modalités de communication, de paiement et d'enregistrement doivent rester disponibles sous forme analogique et être adaptées à un public de langue étrangère et/ou faiblement alphabétisé.

- **Renforcer les compétences numériques et l'accessibilité à l'infrastructure numérique.** L'inclusion numérique commence par un accès durable à une infrastructure informatique gratuite ou à un tarif social, notamment en mettant à disposition des ordinateurs/internet et en faisant connaître les services de réparation accessibles. À cette offre, il est primordial d'assurer un soutien adapté aux personnes éprouvant des difficultés numériques, notamment en soutenant structurellement les Espaces Publics Numériques.



L'ACCÈS À UN ENVIRONNEMENT SAIN

RÉALITÉ

En juillet 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution historique reconnaissant le droit à un environnement sain. Il comprend le droit à un air pur, à un climat sûr et stable, à l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat, à une alimentation saine et produite de manière viable, à des environnements non toxiques dans lesquels vivre, travailler, étudier et jouer ainsi qu'à une biodiversité et des écosystèmes sains. Il comprend également l'accès à l'information, le droit de participer à la prise de décision et l'accès à la justice et à des voies de recours effectifs, y compris l'exercice en toute sécurité de ces droits sans représailles ni rétorsion.

Tous les droits humains sont interdépendants, indivisibles et inaliénables. Le droit à un environnement propre, sain et durable est nécessaire à la pleine jouissance

de tous les droits humains, mis en péril partout dans le monde.

La dégradation de l'environnement affecte de manière disproportionnée les individus déjà en situation de vulnérabilité et de discrimination (genre, âge, origine...).

En Belgique, il est possible d'invoquer le droit à la protection d'un environnement sain, qui est inscrit dans notre Constitution. Toutefois, ce droit est limité car il ne protège que contre une détérioration du niveau de protection existant. On ne peut donc pas l'invoquer pour réclamer un renforcement de la protection de l'environnement ou de la nature ou une politique climatique plus ambitieuse.

REVENDICATIONS

Il ne fait aucun doute que de nouvelles personnes vont prochainement s'ajouter à celles qui vivent déjà la pauvreté. C'est pourquoi, afin de garantir que les perdant·e·s d'aujourd'hui ne soient pas les anéanti·e·s de demain, il nous faut commencer par assurer que les minima sociaux soient supérieurs au taux de pauvreté, que le salaire minimum comme le montant des pensions augmentent, que la sécurité sociale soit préservée et que son financement soit élargi, que les services publics soient renforcés au bénéfice de toutes et de tous au lieu d'être sans arrêt définancés et que les droits sociaux soient une fois pour toute individualisés.

Jusqu'ici c'est bien souvent l'urgence climatique qui vient en premier et il semble que la question sociale n'apparaisse que comme l'arrière-fond d'un bouleversement environnemental plus global (climat, biodiversité, pollutions...). Pourtant, les populations les plus vulnérables qui sont les

moins responsables du réchauffement climatique ou de la diminution de la biodiversité sont aussi celles qui risquent d'être touchées le plus durement par les conséquences de ces changements. Et ça vaut pour l'ensemble de la planète.

Pour nous, c'est clair : il faut d'abord établir un socle de droits et de moyens qui empêcherait que, dans une humanité aux ressources finies, les pauvres payent doublement l'addition de ce qu'ils et elles n'ont pas consommé et de catastrophes sociales ou écologiques dont ils et elles ne sont pas responsables.



**ÇA VOUS PARLE ?
VOUS AVEZ ENVIE
D'EN DISCUTER ?
VOUS VOULEZ
NOUS REJOINDRE ?**

Front Rendre Visible l'Invisible
frontrendrevisiblelinvisible@gmail.com
www.1710.be

Brussels Platform Armoede
BPAInfo@netwerktegenarmoede.be
www.brusselsplatformarmoede.be

Brussels Platform Armoede
BPAInfo@netwerktegenarmoede.be
www.brusselsplatformarmoede.be

Front Rendre Visible l'Invisible
frontrendrevisiblelinvisible@gmail.com
www.1710.be

**BEN JE
GEINTERESSEERD?
WIL JE EROVER
PRATEN?
WIL JE MET ONS
MEEDOEN?**

TOEGANG TOT EEN GEZONDE OMGEVING

WERKELIJKHEID

is noodzakelijk voor de volledige
uitoefening van alle mensenrechten, die
wereldwijd in gevaar zijn.

De degradatie van het milieu heeft een
onevenredige impact op individuen die
al kwetsbaar en gediscrimineerd zijn
(op basis van geslacht, leeftijd, afkomst,
enzovoort). In België is het mogelijk
om het recht op bescherming van
een gezonde omgeving in te roepen,
dat in onze grondwet is vastgelegd.
Dit recht is echter beperkt, omdat het
alleen bescherming biedt tegen een
verslechtering van het bestaande
beschermingsniveau. Het kan dus niet
worden ingeroepen om een versterking
van de bescherming van het milieu of de
natuur of een ambitieuzer klimaatbeleid
te eisen.

In juli 2022 heeft de Algemene
Vergadering van de Verenigde Naties
een historische resolutie aangenomen
die het recht op een gezonde omgeving
erkent. Dit omvat het recht op
schone lucht, een veilige en stabiele
klimaatomgeving, toegang tot drinkwater
en adequate sanitaire voorzieningen,
een gezonde en duurzaam
geproduceerde voeding, niet-toxische
omgevingen om in te leven, werken,
studeren en spelen, evenals gezonde
biodiversiteit en ecosystemen. Het omvat
ook toegang tot informatie, het recht om
deel te nemen aan besluitvorming, en
toegang tot rechtspraak en effectieve
rechtsmiddelen, inclusief het veilige
uitoefenen van deze rechten zonder
vergelijking of represailles.

Alle mensenrechten zijn onderling
verbonden, ondeelbaar en
onschenbaar. Het recht op een schone,
gezonde en duurzame omgeving

EISEN

Er is geen twijfel dat er binnenkort
nieuwe mensen zullen bijkomen bij
degenen die al in armoede leven.

Daarom moeten we ervoor zorgen
dat de verliezers van vandaag niet de
slachtoffers van morgen worden. We
moeten beginnen met ervoor te zorgen
dat de sociale minima hoger zijn dan de
armoedegrens, dat het minimumloon en
het bedrag van de pensioenen worden
verhoogd, dat de sociale zekerheid wordt
behouden en dat de financiering ervan
wordt uitgebreid. De openbare diensten
moeten worden versterkt ten behoeve
van iedereen, in plaats van voortdurend
te worden gedecentraliseerd, en de
sociale rechten moeten tot slot worden
geïndividualiseerd.

Tot nu toe komt de klimaatnood vaak
op de eerste plaats, en lijkt de sociale
kwesitie slechts als achtergrond te
verschijnen bij een grotere milieuschok
(klimaat, biodiversiteit, vervuiling,
enzovoort). Toch zijn het de meest
kwetsbare bevolkingsgroepen die

het minst verantwoordelijk zijn voor
de opwarming van de aarde of de
afname van de biodiversiteit, en die
het hardst door de gevolgen van deze
veranderingen zullen worden getroffen.
Dit geldt voor de hele planeet.

Voor ons is het duidelijk: we moeten
eerst een basis van rechten en middelen
vaststellen die ervoor zorgt dat in een
wereld met eindige hulpbronnen, de
armen niet dubbel de prijs betalen voor
wat ze niet hebben geconsumeerd en
voor sociale of ecologische rampen
waarvoor ze niet verantwoordelijk zijn.



TOEGANG TOT RECHTEN

WERKELIJKHEID

De digitalisering van openbare en algemene diensten bemoeijkt de toegang tot rechten. Het verkrijgen van een administratief document, het inschrijven als werkzoekende, de toegang tot je bankrekening, een medische afspraak maken... steeds meer procedures verlopen nu online en vereisen schriftvaardigheid en het beheersen van digitale technologieën.

Als we het hebben over een vereenvoudigingsshock, belooft de komende regering ons een verlichting van de procedures dankzij de digitalisering. Laat ons niet misleiden, dit gaat hier om besparingen en niet om het bevorderen van de toegang tot de fundamentele rechten van de meest kwetsbaren.

Een studie van de Koning Boudewijnstichting (2022) toont aan dat 25 % van de armste Brusselse huishoudens geen internetverbinding heeft; 40 % van de armste Belgische huishoudens kan zelf geen vragen of problemen oplossen met betrekking tot het gebruik van een computer/smartphone; 50 % van de armste Belgen gebruikt geen e-administratie; 74 % van de armste Belgen gebruikt geen e-gezondheidsdiensten.

EISEN

• Vereenvoudigen, individualiseren en automatiseren van rechten.

Om ervoor te zorgen dat de mensen die recht hebben op hulp deze daadwerkelijk ontvangen, is het belangrijk om de criteria te versoepelen, de administratieve procedures te vereenvoudigen en de rechten proactief te automatiseren. De individualisering van rechten en de afschaffing van de cohabitatiesstatus zijn nu noodzakelijk om fundamentele rechten terug te winnen, ongelijkheden tussen mannen en vrouwen te verminderen en een effectieve hefboom te creëren tegen slechte huisvesting.

• Garanderen van toegankelijke en kwalitatieve openbare en algemene diensten. Essentiële diensten

moeten altijd van mens tot mens toegankelijk blijven via een fysieke toegang zonder afspraak en zonder extra kosten, waar competente en correct betaalde medewerkers de

inwoners kunnen verwelkomen. Alle en registratieprocedures moeten beschikbaar blijven in analoge vorm en moeten worden aangepast aan een publiek dat een vreemde taal spreekt en/of laaggeletterd is.

• Versterken van digitale

vaardigheden en toegankelijkheid van digitale infrastructuur. Digitale inclusie begint met duurzame toegang tot gratis of aan sociaal tarief computerinfrastructuur, onder andere door computers/internet beschikbaar te stellen en toegang tot reparatiediensten bekend te maken. Bij dit aanbod is het essentieel om aangepaste ondersteuning te bieden aan mensen met digitale moeilijkheden, onder andere door de Publieke Digitale Ruimtes structureel te ondersteunen.

FERME



TOEGANG TOT GEZONDHEID

WERKELIJKHEID

de prijzen van geneesmiddelen en de kosten in rusthuizen.

Terwijl de resultaten van eerdere

hervormingen zichtbaar beginnen te worden en de toegankelijkheid van psychologische zorg is verbeterd, blijven de resultaten van de indicatoren met betrekking tot de geestelijke gezondheidszorg over het algemeen

middelematig, volgens het rapport van 2024 over de prestaties van het Belgische gezondheidssysteem. Tussen

de regels van dit rapport kan men de rigiditeit van protocollen, het gebrek aan communicatie tussen diensten en de vele procedures voor patiënten lezen... Dit alles leidt patiënten in een

administratief doolhof, wat resulteert in een slechte behandeling van hun aandoeningen.

In een ander rapport opgesteld in 2022 door de FOD Sociale Integratie over de medische hulp tussen 2005 en 2020, leren we dat de cijfers van toekenning sinds 2014 alleen maar dalen.

Het recht op gezondheid moet toegang bieden tot kwaliteitsvolle zorg tegen een betaalbare kostprijs (WHO). Artikel 23 van de Belgische Grondwet stipuleert dat "iedereen het recht heeft om een leven te leiden dat in overeenstemming is met de menselijke waardigheid". Daartoe garandeert de Grondwet onder andere: het recht op sociale zekerheid, op bescherming van de gezondheid en op sociale, medische en juridische hulp.

Toch is het duidelijk dat dit fundamentele principe steeds minder wordt

gerespecteerd. De schuld ligt bij het neoliberalisme, de bezuinigingen en de winstmaximalisatie. De schuld ligt

bij de dominantie van economische principes over politieke beslissingen ten koste van de bevolking, het algemeen welzijn en dus de gezondheid... Deze laatste is tegenwoordig onderworpen

aan de regels van de commercialisering die aan alle gezondheidssectoren is opgelegd: zowel in de ambulante zorg als in ziekenhuizen, via de sterke stijging van honoraria, maar ook wat betreft

De laatste jaren worden we

geconfronteerd met talrijke weigeringen van medische hulp in noodsituaties.

Als reden hebben we gehoord dat er een gebrek aan administratieve rechtvaardiging is voor de personen die er recht op hebben of dat er een

medisch attest nodig is. Deze personen verkeren echter per definitie in een complexe situatie omdat ze vaak niet erkend worden door de Belgische staat.

In een rapport van 2020 komt het Europees Sociaal Observatorium (OSE) tot drie conclusies:

– De financiële toegang tot gezondheidszorg verslechtert voor kwetsbare personen.

– Het Belgische systeem, dat complex is, vormt een aanzienlijke bijkomende hindernis voor de toegang tot gezondheidszorg.

– De geleidelijke digitalisering van sociale, administratieve en gezondheidsdiensten maakt deze complexiteit zwaarder.

EISEN

- Toegang tot fysieke en mentale gezondheidszorg voor iedereen.
- Een herwaardering van de sector om de tekorten aan te pakken die de professionals onder druk zetten en de zorg voor de patiënten schaden.
- Een vereenvoudiging van het toegangssysteem tot zorg om het inclusiever te maken voor personen die buiten het kader van de gezondheidsverzekering vallen.

- Een vermindering van de financiële last voor patiënten, zoals de betaling per prestatie van zorgverleners in verband met de voorafbetaling van terugbetaalbare kosten.



TOEGANG TOT VOEDING

WERKELIJKHEID

Het recht op voeding is vastgelegd in artikel 25 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (UVRM). In 1966, met het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten (ICESCR), verplichten de staten, waaronder België, zich om het recht op adequate voeding te respecteren en te waarborgen, deze toegang te beschermen door middel van maatregelen die ervoor zorgen dat bedrijven of particulieren, mensen niet van deze toegang beroven, en om de toegang van de bevolking tot middelen en mogelijkheden voor levensonderhoud te versterken.

Dankzij deze benadering is de strijd tegen honger geen kwestie van «liefdadigheid» meer, maar van rechten voor de burgers en plichten voor de staten. Tot op heden belemmeren echter talrijke absurditeiten mensen om toegang te krijgen tot dit fundamentele recht.

Het budget dat aan voeding is toegewezen is vaak de variabele die wordt aangepast door mensen die zich in

een precare situatie bevinden. In deze context is het gebruik van voedselhulp constant in stijgende lijn: het is zelfs structureel geworden, zonder het recht op voeding te waarborgen.

Het aantal mensen dat voedselhulp ontvangt, wordt nu geschat op 600.000 in het hele land, waarvan 90.000 in de hoofdstad (FIAN). De voedselbanken slaan ook alarm; ze zijn overbelast en niet meer in staat om aan de vraag te voldoen, wat leidt tot steeds strengere voorwaarden voor hulp, waarbij de behoeften van de meest kwetsbaren in concurrentie met elkaar komen, waarbij zij hun nood moeten bewijzen.

Nast honger is er ook ondervoeding. Dit raakt vooral de achtergestelde bevolkingsgroepen. Maar het is vooral een algemeen probleem: de helft van de bevolking is te zwaar. Meer dan 16% lijdt aan obesitas. Sciensano heeft aangetoond dat het ongeveer twee keer zo duur is om een evenwichtige voeding te bouwen als om te voldoen aan de minimale calorische behoeften.

Het beeld is niet beter aan de productiezijde. De inkomsten van boeren

staan onder druk. Vandaag de dag is hun inkomen ongeveer 44% lager dan dat van de gemiddelde arbeider. Landbouw is vervangen door grote landbouwbedrijven die gericht zijn op internationale, gestandaardiseerde en gecontroleerde ketens, beheerd door een handvol economische actoren. Deze multinationals genereren, schandalig genoeg, miljardenwinsten, terwijl de bevolking en de planeet ziek worden.

Ver verwijderd van de kwestie van de toegang tot voldoende voeding, raken ondervoeding en de daaruit voortvloeiende gezondheidsproblemen dus de helft van de Belgische bevolking. De oorzaak ligt in de industrialisering van voeding en een low-cost agrovoedingstelsel dat de grote landbouwbedrijven bevoordeelt, ongeacht hun sociale en milieu-impact, en de lokale en milieuvriendelijke landbouw in gevaar brengt.

EISEN

- Het creëren van een voedselveiligheidssysteem als universeel en automatisch recht.
- De bescherming van landbouwgrond tegen multinationals en de kunstmatige verharding van grond.
- De steun aan de agro-ecologische transitie en aan boeren.



TOEGANG TOT HUISVESTING

WERKELIJKHEID

In 2024 zeggen de meeste beleidsmakers dat ze huisvesting als een prioriteit beschouwen. Op het terrein zien we echter dat de toegang tot een fatsoenlijke woning, zoals voorgeschreven door artikel 23 van de Grondwet, nog steeds niet de norm is, aangezien het traject om fatsoenlijk gehuisvest te worden een opeenvolging van absurditeiten is:

- De stijging van de huurprijzen zonder enige redelijke regulering en in verhouding tot de middeelen van de bewoners treft een steeds groter deel van de bevolking. Het deel van het inkomen dat een huishouden aan huisvesting besteedt, is aanzienlijk ($\pm 43\%$ voor de meest kwetsbaren).
- Uithuiszettingen zonder herhuisvestingsoplossing veregeren alleen maar de situatie van de bewoners en vertegenwoordigen en zijn aanzienlijke kosten voor de gemeenschap.
- De slechte toegang tot huisvesting maakt de weg vrij voor een precaire huurmarkt, opgezet door verhuurders die weinig oog hebben voor de staat van de woningen. Bewoners zwijgen uit angst hun woning te verliezen, hoe onwaardig die ook is.
- Een groot deel van de inwoners van de regio voldoet aan de toewijzingscriteria voor sociale woningen. Toch zijn deze woningen ruim onvoldoende om aan de vraag te voldoen. De wachtlijsten zijn gigantisch en de wachtlijden absurd: 20 jaar voor sommigen!
- Het huidige belastingmechanisme voor huurinkomsten houdt geen rekening met de kloof tussen de kadastrale waarde en de werkelijke waarde van het pand.
- Het openen van meters, het overzetten van energiecontracten, de inschrijving op een adres en andere formaliteiten zijn voor sommige mensen een echt doolhof.

EISEN

- Het ideaal van prive-eigendom wordt al meer dan 50 jaar door het politieke systeem gepromoot. Dit bevordert het recht op eigendom boven het recht op een dak boven het hoofd. Veel mensen zijn te arm om überhaupt te hopen eigenaar te worden. Dit bevordert alleen maar speculatie en belemmert elk debat over regulering van de huurmarkt.
- Subsidies geven aan verhuurders voor renovaties die vervolgens hun huren verhogen, is absurd, want Rénolition is geen economische maatregel, maar een milieumaatregel.
- Laat huurders niet langer de verantwoordelijkheid dragen voor het melden van slechte huurwoningen.
- Voorkom elke uithuiszetting zonder herhuisvestingsoplossing.
- Schaf de status van samenwonende af, want deze is losgekoppeld van de realiteit.
- Reguleer de huurprijzen via een bindend huurrooster.
- Haal huisvesting uit de commercialisering.
- Belast de werkelijke huurinkomsten en de meerwaarde op vastgoed.
- Verstrek de strijd tegen discriminatie op de particuliere huurmarkt.



VRIJE TOEGANG TOT HET BELGISCHE GRONDBEGIJD

WERKELIJKHEID

Vrijheid van verkeer is het recht van ieder individu om zich vrij in een land te verplaatsen, het land te verlaten en ernaar terug te keren. Dit wordt gegarandeerd door artikel 13 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens sinds 1948.

Toch is België al meer dan 8000 keer veroordeeld wegens schending van het fundamentele recht op opvang voor asielzoekers.

Er zijn momenteel in België tal van administratieve detentiecentra voor volwassenen en gezinnen met minderjarige kinderen. Jaarlijks worden tussen de 600 en 850 mensen vastgehouden met het oog op hun uitzetting naar hun land van herkomst of een doorreisland. De regering wil tegen 2027 de capaciteit en het aantal administratieve detentiecentra blijven uitbreiden.

Het principe van detentie van migranten is echter onaanvaardbaar. Detentiebeleid stigmatiseert de gedetineerden en

wakker angst en vooroordelen aan binnen de bevolking. Het overleven zonder verblijfsvergunning in een uitzichtloze situatie is immers nooit een keuze. Bovendien heeft dit beleid een buitensporige menselijke en financiële kost. De kosten voor een dag detentie worden in 2023 geschat op 237€ per persoon. (CIRE)

De afgelopen jaren hebben wetgeving en regelgeving de toegang tot het grondgebied en de verblijfsvergunningen voor buitenlanders steeds verder beperkt, of het nu gaat om asielzoekers, vluchtelingen, contractarbeiders, mensen die in het kader van gezinshereniging, voor studies of op bezoek komen, onderdanen van derde landen of Europese burgers. De autoriteiten rechtvaardigen deze beperkingen met de noodzaak om «misbruik» te bestrijden. Dit beleid leidt niet alleen tot een afschuwelijke toename van doden aan de grenzen, maar duwt ook talloze mensen die legaal in België wonen of verblijven in administratieve en sociale onzekerheid.

EISEN

- **Creëer andere legale wegen die aangepast zijn aan de sociale realiteiten.** Voorzie ook kwalitatieve verblijfsprocedures voor mensen die al in België zijn. Stel duidelijke voorwaarden vast voor de regularisatieprocedure, die ook een echte oplossing biedt voor mensen zonder wettig verblijf.
- **Bied kwalitatieve asielprocedures en opvang** zodat ontheemden kunnen herstellen van hun trauma's en hun aanvragen bewust en op een humane manier kunnen indienen.
- **Zorg ervoor dat de betrokkenen zelf kunnen deelnemen aan het beleid.** Mensen zonder wettig verblijf verenigen zich al jaren in collectieven die strijden voor hun rechten. Waardeer hun expertise en zorg ervoor dat ze betrokken worden bij een nieuw migratiebeleid.



TOEGANG TOT ONDERWIJS

WERKELIJKHEID

Onderwijs is als fundamenteel mensenrecht opgenomen in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, en gratis toegang tot dit onderwijs is vastgelegd in de Belgische Grondwet.

Onderwijs is als fundamenteel mensenrecht opgenomen in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, en gratis toegang tot dit onderwijs is vastgelegd in de Belgische Grondwet.

Toch is onderwijs verre van gratis: Voor het schooljaar 2021-2022 kostte de start van het schooljaar ouders gemiddeld 255 € per kind in het basisonderwijs en 428 € in het secundair onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel. Beroepsonderwijs is het duurst, met bedragen die gemiddeld oplopen tot 627 € voor technisch secundair onderwijs en 689 € voor beroepsonderwijs (Ligue des Familles, 2022). In Vlaanderen bedraagt het totale bedrag van onbetaalde schoolfacturen in het gemeenschapsonderwijs 11 miljoen euro (GOI, 2023).

Kinderen uit sociaal en economisch achtergestelde gezinnen en kinderen met een migratieachtergrond worden geconfronteerd met hindernissen die hun toegang tot kwalitatief onderwijs belemmeren, zoals schoolkosten en discriminatie door andere leerlingen en leerkrachten. Dit resulteert in onvoldoende schoolresultaten, een oververtegenwoordiging in technische en beroepsrichtingen en in het buitengewoon onderwijs, schooluitval, schorsingen en het verlaten van het schoolstelsel zonder diploma (Comité voor de Rechten van het Kind, 2019; Unia, 2018).

Zowel het Vlaamse als het Franstalige onderwijs behoren tot de vijf meest ongelijke onderwijsstelsels van de OESO: Vlaanderen staat op de tweede plaats, de Franstalige gemeenschap op de vierde (OESO, 2018; APED, 2020).

Kinderen uit sociaal en economisch achtergestelde gezinnen en kinderen met een migratieachtergrond worden

EISEN

- **Maak gratis, inclusief en kwaliteitsvol onderwijs een hefboom om de mechanismen van ongelijkheid in het onderwijs te doorbreken.** Onderzoek de oorzaken van de oververtegenwoordiging van de meest achtergestelde kinderen, al vanaf jonge leeftijd, in het buitengewoon, technisch en beroepsonderwijs.
- **Ontwikkel maatregelen om dit fenomeen van uitsluiting aan te pakken, in overleg met experts, gezinnen, en kinderen en jongeren in armoede en sociale uitsluiting.** Verbied en bestraf elke praktijk van scholen die een kind omwille van sociaal-economische en/of culturele redenen oriënteert.
- **Verbeter de arbeidsomstandigheden van leerkrachten.**
 - Beperk het aantal leerlingen per klas en/of zorg voor de aanwezigheid van twee leerkrachten per klas en verminder de administratieve werklast.
 - Voorzie meer middelen voor scholen met een concentratie van kinderen uit kwetsbare gezinnen.
- **Stel een duidelijk tijdschema vast,** gepland bij decreet, om volledige kosteloosheid van het kleuter-, lager en secundair onderwijs te bereiken. Leg in de tussentijd een plafond op de maximale schoolkosten in alle vormen van onderwijs.

– Beperk het aantal leerlingen per klas en/of zorg voor





* Rendre Visible l'Invisible is een collectief van verenigingen, geëngageerde burgers en mensen in armoede, zonder politieke kleur, dat armoede onder de aandacht brengt en zich mobiliseert rond 17 oktober, de Werelddag van het Verzet tegen Armoede. We strijden voor een samenleving die niemand achterlaat, waar rekening wordt gehouden met de meningen en ervaringen van mensen in armoede.

MINDER ROMPSLOMP, MEER RECHTEN! STOP DE ADMINISTRatieve WAANZIN.

Dit jaar heeft Rendre Visible l'Invisible* (Wat verborgen is zichtbaar maken) besloten de strijd aan te gaan tegen de plaag van administratieve overbelasting, dat wil zeggen de reeks procedures die de toegang tot fundamentele rechten (vooral voor de meest kwetsbaren) erg ingewikkeld, zo niet onmogelijk maken. Het collectief eist minder procedures en meer rechten!

Deze administratieve absurditeit is gewelddadig en brengt mensen in uiterst ernstige situaties die hun kwetsbaarheid verergeren. Omdat ze de benodigde documenten niet hebben, of vastlopen in hun procedures, bestaan deze mensen niet in de ogen van de maatschappij en worden ze van hun waardigheid beroofd.

We klagen een gebrek aan politieke wil aan om toegang tot rechten te waarborgen voor de hele bevolking, in het bijzonder voor de meest kwetsbaren. We maken ons zorgen over de huidige politieke keuzes die pleiten voor «administratieve vereenvoudiging» (vooral door de algemene digitalisering van diensten).

Dit heeft als gevolg dat bepaalde fundamentele rechten verminderen of zelfs verdwijnen. Dit jaar mobiliseren we ons opnieuw om deze dagelijkse onrechtvaardigheden zichtbaar te maken, die alle essentiële domeinen raken, van huisvesting tot gezondheidszorg, onderwijs, voedsel en welzijn...

WE HEBBEN JOUW HULP NODIG OM HET ONZICHTBARE ZICHTBAAR TE MAKEN EN DE IMPACT VAN ONZE STRIJD TE VERGROTEN.

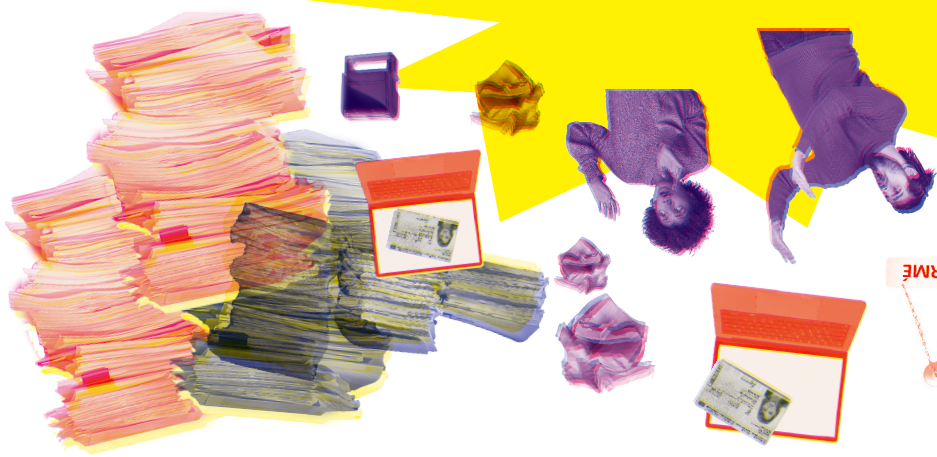


WERKELIJKHEID EISEN

MINDER ROMPSLOMP,
MEER RECHTEN



STOP DE ADMINISTRatieve WAANZIN!



FERME